



Déclaration FSU au CTPD du 21 juin 2011

En cette fin d'année particulièrement chargée qui aura vu le service public d'éducation fortement se dégrader et se transformer encore un peu plus au gré des réformes, mesures, dispositifs ou programmes divers imposés, ce CTPD est réuni en ce jour de fête pour « affiner » la préparation de la rentrée 2011 et sans doute continuer à mettre en musique la partition gouvernementale de libéralisation de l'École !

En adéquation avec un mandat présidentiel qui s'achève, la circulaire de rentrée 2011 accélère en effet la mise en œuvre d'une politique éducative qui renonce à l'ambition de la réussite pour tous les élèves, qui individualise les parcours, qui instaure une sélection précoce des élèves, qui creuse encore plus les inégalités...

Dans la logique de la Loi Fillon de 2005 instaurant le socle commun de connaissances et de compétences, elle installe les fondations de l'École du socle (quelle ambition éducative !), envisage une évaluation en fin de 5^e pour mieux délester le collège des élèves les plus en difficultés..., propose des « programmes adaptés » en 4^e, une « prépa-pro » en 3^e et autres DIMA pour orienter le plus tôt possible vers un apprentissage bien peu ambitieux et surtout moins onéreux... pendant que les députés adoptent la proposition de loi Cherpion visant la création de sections « études métiers » en 4^{ème} et 3^{ème}...

L'éducation prioritaire, selon les vœux du candidat Nicolas Sarkozy, a fait son « dépôt de bilan »... au profit désormais d'un programme ECLAIR pour les uns, d'une incitation forte aux expérimentations en tous genres pour les autres, dont le seul objectif (la réussite des élèves, quèsaco ?) est le démantèlement complet du service public d'éducation, détruisant tous les « carcans » que sont les structures classes, les horaires nationaux, les programmes nationaux, le statut des enseignants...

En considérant l'établissement comme le « pivot du système éducatif », l'État se désengage de ce qui devrait être sa mission première, celle d'assurer à tous les jeunes de notre pays un avenir digne, en leur offrant la meilleure formation initiale possible qui leur permette d'atteindre le plus haut niveau de qualification.

En dénaturant et en dévalorisant le métier d'enseignant, en « réformant » la formation des maîtres, le gouvernement change aussi fondamentalement le sens du métier, rendu forcément et malheureusement de moins en moins attractif... et ce n'est pas une campagne publicitaire, si coûteuse soit-elle, qui fera renaître les vocations dans un tel contexte et un tel système éducatif !

Déboussolés par des « réformes » dont ils ne perçoivent pas la finalité éducative, harcelés par des injonctions plus administratives que pédagogiques, les personnels enseignants que nous représentons, épuisés par une année scolaire qui leur aura imposé le PDMF, l'ASSR, le B2i, le niveau A2, l'Histoire des Arts, la PSC1, le LPC, ..., dispositifs divers et variés qui empiètent de plus en plus sur les enseignements et les temps possibles de remédiation à la difficulté scolaire qui constituent (constituaient ?) tout de même le cœur du métier..., se disent désabusés, parfois découragés, souvent démoralisés face à une Administration qui dégrade chaque année un peu plus leurs conditions de travail et les conditions d'études et d'apprentissages des élèves dont ils ont la charge.

De plus en plus d'élèves ressentent eux aussi ce malaise, soumis sans cesse à des évaluations de tous genres et de toute nature dont ils ne mesurent pas l'intérêt ni ne voient la nécessité. Ces évaluations tous azimuts participent du « malentendu » scolaire dont on sait qu'il est source d'échec...

Dans notre département, la politique éducative du gouvernement, accompagnée et appliquée avec beaucoup de zèle par Madame l'Inspectrice d'Académie et ses services départementaux, se traduira à la rentrée 2011 par de nouvelles dégradations :

- Dans le premier degré, fermeture de 30 classes et suppression de 33,5 postes / augmentation sensible des effectifs, jusqu'à 29/30 élèves.../ fin des RASED
- Dans les collèges, suppression de 18 postes et fermeture de 10 divisions / augmentation sensible du nombre d'élèves par classe, jusqu'à 29... / nombre croissant d'heures de CSD (922h contre 866 cette année) et 126 collègues touchés par ces services partagés entre deux voire trois établissements / fin de l'éducation prioritaire, au profit du programme ECLAIR, qui ouvre la porte à l'expérimentation, l'innovation... et qui sonne le glas du service public d'éducation...

A ce sujet, ne manquons pas de féliciter Mme l'Inspectrice d'Académie des Ardennes du nouveau titre qui vient de lui être décerné, CARDIE ou plus explicitement Conseillère Académique en Recherche-Développement pour l'Innovation et l'Expérimentation... et signalons que l'Inspection Académique s'est empressée d'aller inaugurer et tester cette mission nouvelle sur le terrain, au collège Salengro (avec le célèbre jeu de dupe du « pique nique douille, c'est toi l'andouille », une expérimentation en 6è d'un côté, une fermeture de classe de l'autre... et que croyez-vous que l'établissement fût, à l'insu de son plein gré ?!!!), en espérant que notre département ne devienne pas un nouveau terrain de jeu ou un laboratoire à Innovations et Expérimentations en tous genres, où les écoles et collèges (plutôt RRS...), les élèves les plus en difficultés et les familles les plus défavorisées...seraient les cobayes tout désignés !

Nul besoin de préciser que nous serons extrêmement vigilants quant à ces expérimentations et dérèglementations à tout crin qui, dès lors qu'elles s'affranchissent des cadres, programmes et statuts nationaux, ne peuvent que générer du « moins d'école » et creuser encore plus les inégalités scolaires et sociales, surtout dans un département fragile économiquement comme le nôtre !

Pour la FSU, cette politique éducative est tout à fait inadmissible pour ne pas dire choquante et dans la continuité des actions qu'elle a pu mener tout au long de cette année scolaire, elle dénonce une fois encore le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, exige un autre budget, un véritable plan de relance pour l'École, l'abandon immédiat du programme ECLAIR, la suppression en l'état de l'épreuve d'Histoire des Arts et un moratoire sur la mise en place du Livret Personnel de Compétences au collège.

D'ores et déjà, avec d'autres organisations syndicales, elle appelle à une journée de grève et de manifestations le Mardi 27 Septembre prochain, pour d'autres choix pour la réussite de tous les jeunes, pour un autre projet éducatif pour nos élèves, pour une autre société pour nos enfants et n'exclut pas la possibilité d'agir localement, dès la rentrée, pour dénoncer toutes les situations catastrophiques qui ne manqueront pas d'apparaître !